

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LE MANS SARTHE**

1 Boulevard René Levasseur CS 91435

72014 LE MANS Cedex 2

[www.lemans.sarthe.cci.fr](http://www.lemans.sarthe.cci.fr)

02.43.21.00.00

187 200 928 00013

Profil acheteur : (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

**FOURNITURE D'UN VEHICULE HYBRIDE RECHARGEABLE A  
DES FINS PEDAGOGIQUES POUR LA FILIERE AUTOMOBILE DU  
CFA CCI LE MANS****MARCHE N° 2024RTPN5114****CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

Marché public de fournitures

<b>SOMMAIRE</b>
-----------------

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION .....	3
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES .....	3
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL .....	3
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation .....	3
5.2	Revue de contrat du marché .....	4
ARTICLE 6	BON DE COMMANDE .....	4
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION .....	4
7.1	Contenu des prix .....	4
7.2	Mois d'établissement des prix .....	4
7.3	Nature du prix et variation (actualisation comprise) .....	4
7.4	Application de la valeur à taxe ajoutée .....	4
7.5	Clause de sauvegarde .....	4
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ .....	5
ARTICLE 9	PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE .....	5
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION .....	6
ARTICLE 11	ASSURANCE .....	6
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....	6
12.1	Païement .....	6
12.2	Echéance .....	6
12.3	Modalités de transmission de la facturation .....	6
ARTICLE 13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	6
13.1	Mise en Œuvre .....	6
13.2	Cession .....	7
13.3	Sous-traitance .....	7
ARTICLE 14	CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES .....	7
14.1	Préambule .....	7
14.2	Fourniture d'un véhicule hybride rechargeable .....	7
14.3	Livraison .....	8
ARTICLE 15	DÉROGATIONS AU CCAG-FCS .....	8

## ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation concerne la fourniture d'un véhicule hybride rechargeable à des fins pédagogiques pour la [filière automobile](#) du CFA CCI LE MANS.

Dans le cadre d'une acquisition assujettie à un financement externe le montant maximal du marché est plafonné à 50 000 € TTC.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées à l'article 14 du présent CCP (cahier des clauses particulières).

## ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

Cette consultation en procédure adaptée est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ

Date de début de marché : à compter de la date de sa notification.

Durée du marché : Marché ponctuel, délai de livraison figurant sur le devis.

Le délai d'exécution du marché part de la date de prise d'effet et prend fin après satisfaction des modalités de vérification et d'admission des prestations.

Le délai d'exécution d'un bon de commande part de la date de sa notification et son expiration est déterminée selon modalités prévues au 13.2 du CCAG FCS.

## ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du Code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ,
- Annexe RGPD,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique et financière du titulaire.

## ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

### 5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

#### Principe général :

Le présent marché est contracté par la CCI. La CCI met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation avec le titulaire. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

L'interlocuteur référent de la CCI est :

Laurent LE BARBIER  
Responsable Filière Automobile - Mécanique – Carrosserie  
CFA CCI Le Mans Sarthe  
M. 06 40 32 85 28  
T. 02 43 40 60 69  
132 rue Henri Champion  
72100 Le Mans

Le coordonnateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu

#### **Responsable de compte du titulaire**

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

#### **5.2 Revue de contrat du marché**

Sans objet.

## **ARTICLE 6                      BON DE COMMANDE**

La prestation fait l'objet d'un bon de commande comportant au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations commandées,
- le lieu de livraison,
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

## **ARTICLE 7                      RÉMUNÉRATION**

#### **7.1 Contenu des prix**

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris le transport, l'emballage, la manutention, les frais généraux, frais d'assurance, impôts, taxes et redevances de toute nature.

Ils tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché, y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits, mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Avant toute exécution de la prestation, le devis devra être accepté par le pouvoir adjudicateur concerné par l'intermédiaire d'une commande.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des contraintes techniques de tout ordre, et d'en avoir tenu compte dans l'établissement de sa proposition.

La facturation mentionne le numéro de marché.

#### **7.2 Mois d'établissement des prix**

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

#### **7.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)**

Le prix des prestations est forfaitaire, définitif et ferme.

#### **7.4 Application de la valeur à taxe ajoutée**

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

#### **7.5 Clause de sauvegarde**

Sans objet.

## ARTICLE 8

### MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires, supplémentaires ou similaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

- Par voie de prestations similaires :

Sans objet.

- Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial. Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

La CCI s'autorise la modification du contrat sans condition de montant pour s'adapter aux conditions économiques et techniques des matières premières et de l'énergie, dans la limite d'un changement de la nature globale du contrat. Le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont les suivantes :

- Evènement imprévisible, extérieur aux parties et d'ampleur conduisant à une hausse des prix de matières ou d'énergie ou des difficultés d'approvisionnement, voire de pénurie impactant les conditions d'exécution et ou impactant la qualité des prestations

La CCI détermine le seuil de déclenchement à 10% d'augmentation des prix. La CCI et le titulaire entament un dialogue ; sur la base d'un mémoire justifiant la hausse des prix, ou les difficultés d'approvisionnement, ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique initial du contrat ; concourant à une fixation consensuelle d'une solution afin d'adapter les conditions d'exécution ou des prix selon les cas.

## ARTICLE 9

### PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE

Par dérogation aux articles 14 et suivant du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum, ni de montant d'exonération, de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants. Les pénalités sont avec effet non libératoire. L'application des pénalités de retard est un droit contractuel de la CCI, auquel elle peut renoncer unilatéralement par décision motivée. La TVA n'est pas applicable aux pénalités.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la CCI.

Dans le cadre de l'article 41.1.c du CCAG FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, passé un délai d'un mois ouvré de retard, la CCI se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à la CCI.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, et par période précisée dans les développements ci-après, les pénalités suivantes :

**Non-respect d'un délai contractuel (remise de document, livraison, exécution d'une prestation, ...) :**

En cas de retard, il sera appliqué une pénalité par jour de retard de : 50 € forfaitaire + 0.25% du montant de la commande.

## ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

## ARTICLE 11 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

## ARTICLE 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 12.1 Paielement

**Les factures seront adressées, idéalement par numéro, à la Direction Financière de la CCI**, en un original et une copie, portant outre les mentions légales, le numéro du marché.

Le montant de la facture sera détaillé.

### 12.2 Echéance

Le règlement s'effectue par virement bancaire 30 jours fin de mois date de facturation.

### 12.3 Modalités de transmission de la facturation

Les factures sont déposées sur **Chorus Portail Pro** [https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus\\_portail\\_pro/](https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/)

Pour ce faire, vos factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET 187 200 928 000 13**
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**,
- **N° de marché : 2024RTPN5114**

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

## ARTICLE 13 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,

- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCI,
- A informer rapidement la CCI de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir la continuité de service (la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouve nommément désignée pour assurer la conduite du marché et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la CCI, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à la CCI dans les délais indiqués.

### 13.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCI.

### 13.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

## ARTICLE 14 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

### 14.1 Préambule

Dans le cadre d'une acquisition assujettie à un financement externe le montant maximal du marché est plafonné à 50 000 € TTC. Le véhicule est destiné à être un support pédagogique. Le CFA CCI LE MANS doit être doté d'un parc hétérogène de véhicules présentant le plus large spectre de mises en situation pour nos apprenants.

### 14.2 Fourniture d'un véhicule hybride rechargeable

Acquisition d'un véhicule hybride rechargeable, berline 5 places, segment C.

Véhicule neuf.

Avec certificat d'immatriculation, démarche réalisée par le vendeur. Le prix doit être inclus dans le devis.

Quantité : 1

#### Caractéristiques minimales :

Pour garantir l'hétérogénéité du parc auto, le CFA CCI LE MANS s'oriente vers un véhicule type TOYOTA Prius PHEV 2.0L 223 ch Dynamic, ou équivalent, présentant les caractéristiques pédagogiques suivantes :

Pour satisfaire au référentiel pédagogique, le véhicule doit être hybride rechargeable en combinant deux technologies :

- La technologie Hybride (électrique + thermique) qui permet de rouler en moyenne 50% du temps en électrique,
- La technologie 100% électrique qui permet d'avoir en cycle mixte ou en cycle urbain de l'autonomie en tout électrique (les valeurs en km par cycle doivent être précisées dans l'offre ou dans la fiche technique à remettre).

La batterie doit pouvoir se recharger sur les phases de freinage et de décélération.

Le véhicule ne doit pas disposer d'embrayage, de boîte de vitesses, d'alternateur, de démarreur, ou de turbo.

Le véhicule doit être équipé des aides à la conduite dernières générations :

- Avertisseur d'angle mort,
- Avertisseur de circulation avant,
- Alerte détection des cyclistes et véhicules à l'ouverture des portes,
- Aide proactive d'évitement d'obstacle,
- Système d'arrêt d'urgence lié à la caméra de tableau de bord,
- Aide active au changement de voie liée à l'activation des feux clignotants,
- Système d'activation automatique des feux de détresse,

- Eclairage d'ambiance intelligent indicatif,
- Système de sécurité pré collision avec détection des obstacles,
- Système d'aide aux manœuvres d'évitement d'urgence,
- Régulateur de vitesse adaptatif intelligent.

**Caractéristiques indicatives :**

- Intérieur noir,
- Couleur bleu nuit.

La réponse à l'offre de base, véhicule neuf, est obligatoire avant de pouvoir présenter une variante véhicule d'occasion avec une date de 1<sup>ère</sup> mise en circulation en 2023 ou 2024.

**14.3 Livraison**

Le véhicule est à livrer à l'adresse ci-dessous :

- CCI DU MANS ET DE LA SARTHE  
Filière mécanique peinture carrosserie  
132 rue Henri Champion  
72100 LE MANS

Le site est sécurisé avec barrière et code d'accès, contact pour organiser et faciliter la livraison :

Laurent LE BARBIER  
Responsable Filière Automobile - Mécanique – Carrosserie  
CFA CCI Le Mans Sarthe  
M. 06 40 32 85 28  
T. 02 43 40 60 69  
132 rue Henri Champion  
72100 Le Mans

**ARTICLE 15 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS**

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Article CCAP	Article CCAG-FCS
9 - Pénalités	14 – Pénalités 41 – Résiliation pour faute du titulaire